ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1520 - 29 août 1997 - prix : 9 F

Les promesses de Jospin rétrécissent comme peau de chagrin

A bas les lois Pasqua-Debré-Jospin !

Pages 4 et 5

M 6189 - 1520 - 9,00 F

SOMMAIRE

Tribune

4 – Grève de l'UPS aux États-Unis. Un tournant pour le mouvement ouvrier

Politiciens

4 – Immigration : vers des lois Pasqua-Debré-Jospin ?

5 – Quel règlement pour les sans-papiers ?
– La politique du PS contre le Front National

6 – La conférence sociale en préparation : rien à attendre avant 1999
– Le plan emplois-jeunes et les prétendus métiers d'avenir

Religion

7 – La messe est finie, qu'en restera-t-il ?

Leur société

8 – Silos de Blaye : onze victimes du profit
– Aliments avariées aux USA

9 – **Échos des entreprises**

Il y a 70 ans

10 – Sacco et Vanzetti étaient exécutés aux États-Unis

Lire

11 – *Le meurtre du Samedi-Gloria* de R. Confiant
– *Saga* de Tonino Benacquista

Voir

11 – *Men In Black*

Dans le monde

12 – États-Unis : UPS, une grève pas comme les autres
– Espagne : mesures antidémocratiques sous couvert d'antiterrorisme

POUR SUPPRIMER LA POLLUTION :

INTERDIRE AUX PAUVRES D'UTILISER LEUR VOITURE

Dominique Voynet, ministre de l'Environnement, a précisé, la semaine passée, ses projets en matière de lutte contre la pollution atmosphérique.

Voynet souhaite améliorer les transports en commun afin qu'ils soient plus nombreux et plus rapides et puissent être une réelle alternative à la voiture particulière.

Elle souhaite aussi développer le transport par rail, en particulier autour des grandes villes, afin de limiter la circulation des camions. Mais, comme tout cela coûte beaucoup d'argent, Voynet, ne peut que renvoyer le tout à un avenir lointain. Et comme d'ici là, Voynet ne sera peut-être plus ministre… Mais la verte Voynet ne fait pas que brasser de l'air. Elle a aussi en vue des mesures qualifiées d'urgentes.

En particulier, elle propose d'augmenter les taxes sur le gazole et sur les véhicules diesel, qui constituent près de la moitié du parc existant.

Voynet met en avant le fait que le gazole serait plus polluant que les autres carburants. Soit. Mais pour rendre l'essence plus attractive que le diesel, on pourrait diminuer les taxes sur les autres carburants, taxes qui, rappelons-le, constituent un véritable racket puisqu'elles représentent plus de 80 % du prix payé. Mais Voynet est au contraire, partie dans une croisade « verte » contre les « avantages » accordés au diesel (72 % de taxes… seulement !) visant à ponctionner un peu plus les automobilistes.

Cette mesure ne diminuerait probablement pas d'un iota la pollution. Par contre, elle permettrait à l'État d'engranger quelques dizaines de milliards de francs sur le dos des salariés.

Quant à la « pastille verte », qui pourrait entrer en vigueur en 1998, et limiterait le droit de circuler les jours de pollution aux véhicules propres, en fait les véhicules récents, elle pénalisera ceux qui n'ont pas les moyens de changer fréquemment de voiture. Comment se déplaceront ceux qui utilisent une voiture ancienne et qui n'ont pas le choix des transports en commun ? Tout cela n'entre visiblement pas dans les préoccupations de Voynet.

Car il faudrait avoir la volonté de s'attaquer au système économique existant.

Alors, Voynet se contente de ressortir, repeintes en vert, les mêmes vieilles recettes visant au nom de l'écologie cette fois, à s'en prendre à la population, la moins riche.

Paul BARRAL

— LA QUALITÉ DE L'AIR UNE PRÉOCCUPATION BIEN SECONDAIRE

Cet été, de multiples alertes à la pollution urbaine ont été déclenchées dans plusieurs grandes villes, comme Paris, Lyon ou encore Strasbourg.

La surveillance de la qualité de l'air y est assurée par des organismes publics tel Airparif pour Paris et l'Ile-de-France.

Airparif emploie 26 personnes. Pour toute le France il n'y a au total qu'une centaine de personnes dans trente-trois agences pour surveiller la qualité de l'air d'une cinquantaine de villes.

À titre de comparaison, à Los Angeles, aux USA, qui a à peu près la même population que l'Ile-de-France, ce sont 765 personnes, qui sont chargées de surveiller la pollution de l'air soit trente fois plus qu'à Airparif !

En ce qui concerne certaines substances comme les métaux lourds, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) n'en a pas publié les niveaux dans son dernier rapport annuel sur « *la qualité de l'air en France* », au motif que « *ces substances ne font pas pour l'instant l'objet d'une surveillance appropriée* ».

Autre absente des stations d'analyse, la dioxine, un gaz cancérogène au-dessus d'une certaine concentration, qui est produite par les usines d'incinération.

Mieux encore, Airparif n'est pas équipé pour analyser précisément les rejets gazeux des usines. Serait-ce que les usines, ça ne pollue pas ? Les entreprises industrielles installées dans la région ne contribuent que pour un tiers au budget de Airparif. Autrement dit, neuf salariés !

Bref, la sérénité des industriels pollueurs ne risque guère d'être troublée par des analyses gênantes.

Vincent PYROT

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir des dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	350 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	490 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile),

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

JOSPIN, PEAU DE CHAGRIN

Le gouvernement de gauche n'a pas tardé pour renier, une à une, mais sans en omettre, les quelques promesses que le candidat Jospin avait faites. Sa politique diffère bien peu de celle des précédents gouvernements socialistes qui avaient tellement déçu les travailleurs, voire de celle de son prédécesseur immédiat, Alain Juppé.

Jospin avait critiqué à juste titre le gouvernement Juppé de laisser Renault agir à sa guise à Vilvorde, sans aucun égard pour les milliers de travailleurs mis à la rue. Mais lui-même n'a pas cherché à obliger la direction de Renault à renoncer à la fermeture de cette usine.

Il avait annoncé le financement de son plan emplois-jeunes avec les fonds récupérés par la suppression d'une série inutile d'aides à l'emploi, distribuées depuis des années au patronat. Mais le gouvernement a renoncé platement à cesser ces subventions à fonds perdus qui sont tellement appréciées des patrons.

Ne voulant pas déplaire au patronat, le gouvernement manque donc de moyens financiers pour respecter intégralement sa malheureuse promesse de créer 350 000 emplois pour les jeunes en deux ans, pourtant bien en deçà de ce qui serait nécessaire pour inverser la courbe du chômage, même pour les seuls jeunes.

Incapable qu'il est de se donner les moyens de créer dans les délais promis les emplois qui dépendent directement de l'État et des pouvoirs publics, il est bien difficile de croire que Jospin va trouver les moyens de contraindre le patronat à créer les 350 000 autres emplois qu'il s'était engagé à susciter dans le secteur privé. La « conférence nationale sur l'emploi et les salaires » risque fort d'accoucher d'une souris en matière de créations d'emplois. Même si le gouvernement y mettait le prix. Car on sait depuis 20 ans qu'il est aussi coûteux qu'inefficace de tenter « d'inciter » les patrons à embaucher ; il faudrait les y contraindre en prenant sur leurs profits qui n'ont cessé de croître.

Par contre si l'on ne veut que faire semblant de se préoccuper du chômage, il suffit de faire ce qu'ont fait tous les gouvernements de ces 20 dernières années. C'est-à-dire rien à part des discours.

En arguant des déficits publics qu'il faut combler, et en refusant de s'en prendre à la part grandissante des richesses que le patronat s'accapare, le gouvernement Jospin utilise la même politique que ses prédécesseurs, respectueuse des intérêts des possédants et prêchant la patience aux travailleurs et aux chômeurs.

Même lorsque les intérêts du patronat ne sont pas directement en jeu, sur la question de l'immigration par exemple, Jospin revient sur ses engagements. Le refus d'abroger les lois Pasqua-Debré, une des promesses de la campagne électorale, est bien symbolique de la volonté du gouvernement Jospin de faire des concessions à l'opinion de droite et aux préjugés réactionnaires. C'est ainsi que les lois que la gauche avait dénoncées comme scélérates deviennent tout à fait présentables pour peu qu'on les maquille un peu. Certes cette politique n'est pas nouvelle de la part du Parti Socialiste qui a contribué pour une part au moins égale à celle de la droite à l'arsenal des tracasseries administratives et des règlements répressifs contre les travailleurs immigrés. Mais Jospin est en train de décevoir ceux qui espéraient ne pas connaître avec lui les déceptions qu'ils avaient connues avec Mitterrand.

Mais les travailleurs ne peuvent accepter sans réagir qu'un gouvernement de gauche déçoive une nouvelle fois le monde du travail, avalise l'idée que décidément il n'y a pas d'autre politique possible que celle de la droite et prépare ainsi la voie non seulement au retour de la droite mais au Front National qui se nourrit du désespoir et des désillusions.

Viannet, le secrétaire général de la CGT, lors de sa conférence de presse de rentrée, a reconnu que la politique du gouvernement « *tend à devenir une stratégie à risques en regard de l'urgence de certaines dispositions à prendre* ». Il recommande donc la tenue, dès début septembre, d'assemblées dans les entreprises, de réunions de syndiqués et le dépôt de cahiers de revendications mais il laisse à tout un chacun l'initiative de « *favoriser toutes les actions possibles sous toutes les formes possibles dans un souci unitaire* ».

Mais Louis Viannet n'a pour l'instant proposé aucun plan d'action pour rassembler le monde du travail et lui permettre de peser sur les décisions gouvernementales et sur la politique du patronat. C'est pourtant cela l'enjeu de la rentrée. Si les travailleurs ne se donnent pas les moyens de se faire entendre et craindre, le gouvernement Jospin se fera la douce violence de céder de plus en plus ouvertement aux pressions patronales.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Grève de l'UPS aux États-Unis

UN TOURNANT POUR LE MOUVEMENT OUVRIER AMÉRICAIN ?

Après 16 jours de grève, les 185 000 chauffeurs-livreurs et manutentionnaires de la plus grosse messagerie mondiale, la société américaine UPS, ont repris le travail. Comme l'ont proclamé les dirigeants syndicaux, il s'agit d'une victoire pour les travailleurs, du moins dans la mesure où pour la première fois depuis quinze ans aux Etats-Unis, un patron a été contraint à la suite d'une grève de reculer.

L'importance de l'événement est d'abord dans l'ampleur du mouvement : il a concerné une entreprise employant plus de 300 000 salariés aux USA. Elle est également dans la démonstration de son efficacité, la grève ayant provoqué immédiatement des répercussions sur l'ensemble du fonctionnement économique américain. Et elle est enfin et surtout dans la popularité auprès des autres travailleurs américains dont a joui la grève. Popularité due au fait, comme l'a remarqué toute la presse, qu'après un développement dans tout le pays de la précarité et du temps partiel, accompagné d'une baisse constante des salaires, la situation apparaît de plus en plus intolérable aux travailleurs. D'autant qu'ils peuvent constater, avec la croissance continue de ces dernières années, que les profits des entreprises sont de plus en plus florissants.

La minceur des résultats n'est pourtant pas à la hauteur des ambitions que la direction de ce mouvement affichait :

La promesse de création de 10 000 emplois à plein temps, en cinq ans, dans cette entreprise où près de 60 % des travailleurs sont à temps partiel, même si c'est 10 fois plus que ce que le patron proposait au départ, est loin de régler le problème. Des chiffres que l'on se doit en plus de relativiser, eu égard aux déclarations de la direction d'UPS qui a annoncé la possibilité dans un premier temps de réduction d'effectifs, du fait des conséquences de la grève sur la clientèle.

Par ailleurs, la direction d'UPS a imposé un contrat de 5 ans, alors que précédemment le contrat était de trois ans. La progression salariale sur la période sera de 3,10 $ de l'heure pour les travailleurs à plein temps (moins de 3 % par an) et de 4,10 $ pour les temps partiels (un pourcentage supérieur, mais ces derniers ont actuellement des salaires de moitié des premiers, et seront encore payés un tiers moins cher à l'échéance du contrat).

Reste que sur la volonté de reprendre en main les caisses de retraite, actuellement gérées par les syndicats, la direction d'UPS a totalement fait marche arrière. Certes les travailleurs n'avaient vraiment rien à gagner à laisser UPS remettre la main sur les caisses de retraite. Mais ils savent sans doute aussi ce que tout le monde sait, que la mainmise d'un appareil syndical – longtemps sous le contrôle de la Mafia, même si les dirigeants actuels ont été élus en principe pour faire le ménage – ce n'est pas non plus « le Pérou » des salariés. Pour les dirigeants syndicaux le contrôle des caisses de retraite était certainement extrêmement motivant dans leur désir de faire céder le patron, mais là n'est pas la seule explication de leur volonté d'en découdre. Car en fait, après une chute de la syndicalisation dans le pays, de 24 % en 1977 à 14 % aujourd'hui (selon le bureau des statistiques du travail), l'AFL-CIO et le syndicat des « teamsters », comme tous les appareils syndicaux, ont bien besoin d'essayer de se refaire en montrant leur utilité et leur combativité quand les opportunités se présentent.

Les résultats de la grève correspondent-ils à l'importance de la mobilisation et à ce qu'en attendaient les grévistes ? C'est une autre question. Tout ce qu'on peut constater c'est que la direction syndicale, en dépit du radicalisme dont elle a fait preuve, comme d'habitude, n'a pas jugé bon de prendre directement l'avis des travailleurs avant d'appeler à la reprise du travail. Les chefs syndicaux ont négocié un accord avec le patron d'UPS dont le contenu précis n'a pas été divulgué, et ils ont convoqué ensuite les dirigeants locaux à Washington pour le leur faire approuver, en même temps qu'ils ont décrété la fin de la grève. Quant aux grévistes eux-mêmes, ils sont seulement appelés à dire par correspondance, d'ici un délai d'un mois après la reprise du travail, s'ils approuvent le contrat…

Les dirigeants syndicaux ont voulu montrer au cours du conflit qu'ils pourraient jouer la carte de la solidarité des autres travailleurs pour peser sur le patronat et l'amener à négocier. Les dirigeants des teamsters comme ceux de l'AFL-CIO ont affirmé explicitement qu'il s'agissait d'un combat pour tous les travailleurs américains, faisant par là pour une fois appel implicitement à leur sens de classe. Ils avaient ainsi annoncé qu'ils étaient prêts, pour la troisième semaine de grève, à faire des rassemblements dans 30 villes, avec un point fort sur une journée. Ils n'ont cependant pas attendu de vérifier s'il était possible de faire céder davantage à UPS en transformant la menace en réalité, et ils ont préféré décréter la reprise du travail avant. La popularité du mouvement était pourtant réelle et elle ne s'est pas vérifiée par sa seule expression dans les sondages.

A l'issue du mouvement, Clinton et son Administration ont exprimé leur soulagement. La secrétaire d'État au Travail, Mme Hermann, qualifiant l'accord de « *règlement historique* », a tenu « *à féliciter les deux parties pour leur victoire* », et déclaré par ailleurs que la négociation a illustré « *de la meilleure façon possible ce qu'est le marchandage collectif* ». Mais en dépit des limites de ce mouvement, telles que les déclarations de satisfaction des dirigeants du pays en attestent, cette grève reste une démonstration de la force et des potentialités que recèle le mouvement ouvrier américain. Y compris et surtout lorsque dans les objectifs pour lesquels se mobilisent les salariés d'une catégorie ou d'une entreprise, c'est l'ensemble des travailleurs qui se reconnaissent et qu'ils sont explicitement appelés à se retrouver dans leur combat.

Louis GUILBERT

Leur société

VERS DES LOIS PASQUA-DEBRÉ-JOSPIN ?

Presque un an, jour pour jour, après l'expulsion des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, le gouvernement a fait connaître ses intentions en matière de loi sur l'immigration. Les deux avant-projets de loi – portant sur l'immigration et les conditions d'octroi de la nationalité française – qu'il devrait soumettre au Parlement dans les prochaines semaines reprennent pour l'essentiel le rapport Weil, qui prône un « *souci d'équilibre* » entre une « *politique d'immigration maîtrisée* » et « *le respect de la tradition d'accueil* ».

Jospin recule une fois de plus par rapport à ses engagements. Alors qu'à plusieurs reprises, pendant la campagne électorale, il s'était prononcé pour « *l'abrogation des lois Pasqua et Debré* », il n'est plus question aujourd'hui que de leur faire subir un toilettage visant simplement, selon Jospin, à supprimer de la législation actuelle ce qu'elle a de plus injuste et inefficace.

Ainsi, certaines améliorations devraient être proposées en ce qui concerne l'acquisition automatique de la nationalité française pour les jeunes nés en France de parents étrangers. De même, quelques assouplissements sont prévus en matière de regroupement familial, ainsi qu'en ce qui concerne le droit d'asile ou les modalités d'entrée en France pour les étudiants et les universitaires étrangers.

Cela devrait se traduire par quelques tracasseries en moins pour les immigrés qui bénéficieront de ces dispositions, et c'est tant mieux. En revanche, l'essentiel de l'arsenal répressif des lois concernant l'immigration devrait être maintenu, voire renforcé. C'est le cas notamment de la durée de rétention administrative qui devrait être prolongée de 10 à 15 jours, afin de permettre à la police de procéder plus facilement aux expulsions d'étrangers en situation irrégulière.

Sur le terrain du reniement, Jospin a d'ailleurs obtenu le consensus de tous ses ministres, qu'ils soient issus du PS, du PC ou des Verts. Jusqu'à présent, pas un n'a pipé mot pour se démarquer ou émettre ne serait-ce que l'ombre d'une critique. Comme quoi la solidarité gouvernementale vaut plus, aux yeux de ces politiciens, que toutes leurs déclarations contre ces lois Pasqua-Debré, qu'une bonne partie d'entre eux baptisaient, hier encore, de « *scélérates* ».

Quant à Chevènement, drapé sans état d'âme dans ses nouveaux habits de ministre de l'Intérieur, il multiplie les déclarations pour affirmer qu'en matière d'immigration, « *il est temps que la gauche ait une attitude tout à fait sérieuse et responsable* ».

C'est que, pour tous ces politiciens, le sort des populations immigrées importe moins que les prochaines échéances électorales. Or c'est le 15 janvier 1998 que doit débuter la campagne pour les élections cantonales. Alors, ils font leurs comptes et espèrent bien que la fermeté dont le gouvernement fait preuve vis-à-vis des immigrés sera payante électoralement.

Manifestation du 22 février 1997, à Paris, contre la loi Debré. En tête, pour les socialistes, on reconnaît notamment Fabius, Guigou et Aubry.

Ribeiro Simon/Gamma

La circulaire Chévènement QUEL RÈGLEMENT POUR LES « SANS-PAPIERS » ?

Il y a un an, le 23 août 1996, les sans-papiers qui occupaient l'église Saint-Bernard à Paris étaient expulsés par les CRS sous l'ordre du gouvernement dirigé par Juppé.

A cette date, cela faisait déjà plusieurs mois que 300 immigrés en situation irrégulière s'étaient organisés en collectif pour obtenir leur régularisation administrative. Qualifiés de « *clandestins* » par le gouvernement de Juppé, la quasi-totalité d'entre eux étaient entrés régulièrement en France quelques années auparavant. Installés en France, ils avaient été privés de papiers par l'application d'une législation de plus en plus restrictive, dont les fameuses lois Pasqua constituèrent un des points culminants.

Les sans-papiers ont organisé, un an après cet épisode, une manifestation pour montrer que leur combat continue. En effet, à peine plus de la moitié des immigrés de Saint-Bernard ont réussi à obtenir une régularisation temporaire. Les deux tiers de ces régularisations sont antérieures à l'arrivée de la gauche et 50 ont été effectuées depuis. Les autres restent sans papiers, avec le risque d'être expulsés ou mis en prison pour « *infraction à la législation sur les étrangers* ».

Pourtant, l'arrivée de la gauche au pouvoir avait soulevé de réels espoirs parmi les immigrés en situation irrégulière. Ces espoirs ont été amplifiés par une circulaire que le nouveau ministre de l'Intérieur, J-P. Chevènement, a rédigée il y a deux mois. Chevènement invitait alors les préfets à régler rapidement les « *quelques cas humainement les plus délicats* ».

En attendant la nouvelle législation promise par Jospin, c'est cette circulaire qui sert de référence juridique. Chevènement a défini onze critères pour pouvoir obtenir ce titre de séjour provisoire. La plupart des régularisations sont en fait limitées aux familles, « *les étrangers sans charge de famille* » devant prouver qu'ils sont « *bien insérés dans la société française* », ce qui rend l'obtention du certificat provisoire très difficile.

Plus de 54 000 immigrés « clandestins » avaient déposé une demande de régularisation auprès des différentes préfectures fin juillet. Depuis, le mouvement s'accélère encore.

Mais malgré l'affluence des dossiers déposés, le ministère n'a pratiquement pas donné de moyens supplémentaires aux différentes préfectures. A Paris, tous les dossiers transitent par un centre unique qui n'arrive à gérer que 40 dossiers par jour, alors que 12 000 demandes ont été déposées. Dans certaines préfectures, certains dossiers ne pourront pas être déposés avant décembre, alors que la date limite est officiellement le 1er novembre.

La moitié des demandes déjà traitées ont été rejetées avant tout entretien. Si un immigré réussit à franchir ce premier obstacle, lors de son premier entretien, il devra fournir des pièces qu'il ne possède souvent pas. En effet, d'après la circulaire, les sans-papiers doivent, par exemple, pouvoir présenter des « preuves » telles que quittances de loyers, factures, et même bulletins de salaires pour prouver leur résidence en France, des documents souvent difficiles à fournir pour une personne vivant dans l'illégalité.

Par ailleurs, la circulaire ministérielle laisse régner l'arbitraire administratif. Comme il ne s'agit que d'une circulaire, les préfets sont libres de son interprétation et chaque préfecture dispose d'une marge de manœuvre assez importante. Ainsi les traitements diffèrent selon les préfectures. A Paris, il faut remplir en préalable à toute demande un formulaire et apporter différents documents (état civil, certificat d'hébergement, justificatif de ressources régulières notamment). Ce qui n'est pas nécessaire à Nanterre, à Créteil ou Bobigny, où une simple demande écrite suffit.

A Melun, les sans-papiers sont invités à se présenter chaque matin à la préfecture, sans aucune certitude sur la possibilité d'obtenir un entretien le jour même.

Si un immigré réussit à franchir toutes les barrières administratives, il obtiendra un certificat de séjour temporaire, dont la durée de validité peut n'être que de 2 ou 3 mois et au maximum d'un an.

Pour obtenir le précieux papier, quelle qu'en soit la durée de validité, il lui faudra encore débourser 2 550 F (200 F de timbre fiscal, 1 050 F de visite médicale obligatoire auprès des services de l'Office de Migration Internationale et 1300 F de taxe de chancellerie).

En fait, beaucoup de sans-papiers savent qu'ils ne rentrent pas dans les catégories définies par Chevènement et préfèrent ne pas faire de demande de régularisation. D'autres s'inquiètent, craignant que leur enregistrement par la préfecture facilite leur future expulsion si leur demande est rejetée.

Si, en juin, l'arrivée de la gauche a créé quelques espoirs dans la population immigrée, cette fraction de la classe ouvrière est amenée à vérifier une fois de plus que la gauche, si humaniste dans ses discours électoraux, n'est sur le fond guère différente de la droite dans sa pratique gouvernementale.

André MESSIAN

L'ESBROUFE DE LA POLITIQUE DU PS CONTRE LE FN

Le FN tenant son université d'été du 24 au 29 août à Orange (ville dont le maire est un élu FN depuis les élections de 1995), une série d'initiatives ont été prises par le Mouvement de la Jeunesse Socialiste et le collectif « Vivre ensemble » soutenu par le PS.

Guigou et Trautman contemplant des « produits dérivés » du « harcèlement démocratique » contre le FN.

Ribeiro-Simon/Gamma

Tables rondes, films, concerts... ont eu lieu pendant 2 jours à partir du 22 août pour lutter « *contre les idées xénophobes du FN* » et « *empêcher l'extrême droite de devenir l'arbitre des prochaines élections régionales* » selon les organisateurs.

Des personnalités du PS sont venues apporter leur soutien, tels Elisabeth Guigou ou François Hollande. Celui-ci a rappelé à cette occasion que le PS avait décidé de développer une stratégie qui consiste à être présent à chaque fois que le FN organiserait une rencontre, pour démontrer la « nocivité » de ces idées, parlant à ce propos de « *harcèlement démocratique* ».

On ne pourrait que se réjouir de cet engagement du PS contre le FN si ses dirigeants ne faisaient pas semblant d'oublier que la montée du FN dans les milieux populaires et le développement du racisme sont dus avant tout à la dégradation de la situation économique. Le FN bénéficie principalement de l'augmentation du chômage, ainsi que de la baisse du niveau de vie d'une partie de la population. Il profite du désespoir d'une fraction de ceux que la société rejette. Il capitalise les sentiments d'insécurité qui découlent d'une situation plus tendue dans les quartiers, elle-même conséquence, en grande partie, du chômage. Mais tout cela ne suffit pas à expliquer les succès d'un démagogue comme Le Pen. Celui-ci a profité dans une certaine mesure de la désillusion provoquée par la politique menée par les gouvernements de gauche depuis 1981. Le fait que les ministres de gauche se soient fait les relais des volontés patronales, faisant accepter les licenciements et l'austérité, imposant des sacrifices pour que les grandes entreprises voient leurs bénéfices augmenter, et le fait qu'ils aient cherché à convaincre l'ensemble de la population qu'il n'y avait pas d'autre choix possible, tout cela à entraîné la démoralisation d'une grande partie des travailleurs. Et cela a servi au FN dans les milieux populaires.

Pour combattre l'influence du FN dans les milieux populaires il faut mettre en œuvre une réelle politique pour combattre le chômage et la paupérisation, c'est-à-dire s'attaquer aux profits amassés par le patronat et les privilégiés, en imposant une autre répartition des richesses.

Le racisme et les idées réactionnaires et rétrogrades qui remontent à la surface avec la crise ne sont que les sous-produits de la marche en arrière de la société.

Mais justement les dirigeants du PS et de la gauche en général ne veulent à aucun prix s'attaquer aux racines du mal. Au contraire, toute leur action consiste à protéger les intérêts des capitalistes et du grand patronat, et à tout faire pour détourner les travailleurs des vrais combats. Elizabeth Guigou, ministre de la Justice, a déclaré que contre le racisme il fallait « *une mobilisation citoyenne* », c'est-à-dire que tout un chacun réagisse aux propos racistes ou xénophobes. C'est une façon de proposer à l'électorat de gauche un dérivatif, une voie de garage, et de détourner des véritables luttes à mener, car ce n'est ni avec des arguments ni avec de la morale qu'on fera reculer le FN.

La Conférence sociale en prépara

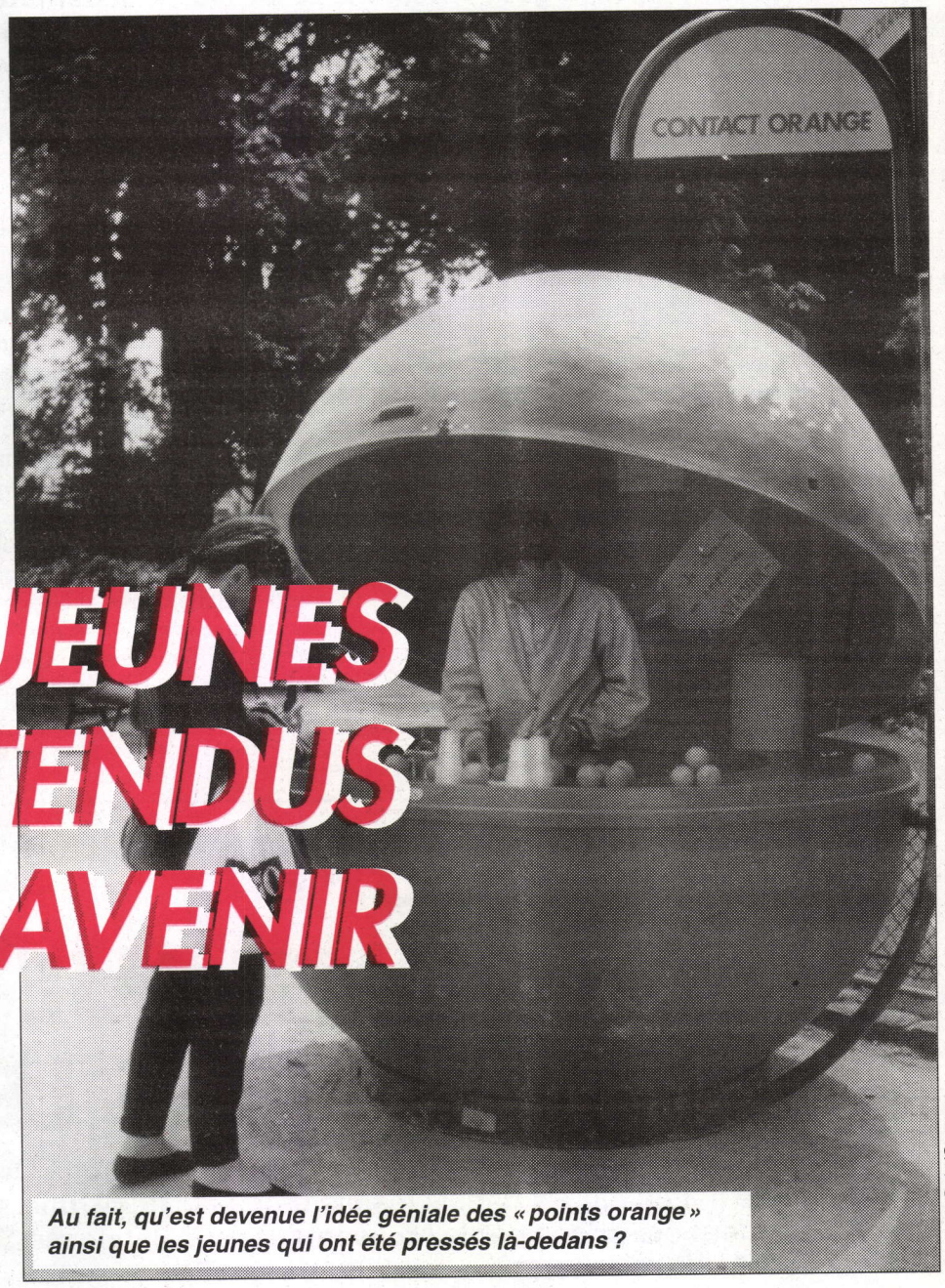
LE GOUVERNEMENT PRÉV RIEN NE CHANGERA AVA

Après la présentation de la partie de son « plan emplois-jeunes » qui dépend de l'État, le gouvernement a multiplié, paraît-il, les consultations avec les syndicats et avec le patronat en vue de préparer la « conférence sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail », qui doit se tenir fin septembre ou début octobre et qui fut un des axes de la campagne électorale de Jospin.

Son programme promettait la création de 700 000 emplois-jeunes en deux ans, 350 000 dans le secteur public ou para-public, et 350 000 dans le privé.

Pour ce qui dépendait de lui le gouvernement a déjà allongé les délais en parlant de trois ans, et n'a défini, pour le moment, que quelques dizaines de milliers de « nouveaux emplois ».

Mais côté privé comment compte-t-il « inciter », Jospin l'a dit, le patronat à créer ces emplois ? Le 2 mai dernier, dans une interview au quotidien *La Tribune*, Strauss-Kahn, futur ministre de l'Économie, déclarait : « *Nous envisageons de mettre en place dans le secteur privé un nouveau contrat jeunes, assorti d'une allocation (…). Il s'agirait d'une allocation de plusieurs dizaines de milliers de francs par an – entre 40 000 et 50 000 francs (…). Cette allocation sera versée pendant cinq ans* ». Cette subvention aux patrons est certes inférieure à celle attribuée pour les emplois du secteur public, elle correspond à l'équivalent d'environ 50 % du SMIC charges comprises. Mais elle équivaudrait tout de même pour chaque embauche de jeune à une aide de 4 000 francs par mois qui tomberait dans le portefeuille du patron pendant cinq ans. Strauss-Kahn évaluait le montant de ces aides à 15 milliards de francs par an. Inutile de dire que cela ferait les affaires des patrons, qui pourraient embaucher 350 000 jeunes dans de telles conditions, et même beaucoup plus,… en lieu et place d'autres travailleurs normalement payés, ou tout simplement en jetant à la rue une partie de leurs salariés. Ce n'est même pas de la politique fiction, c'est exactement ce que les patrons ont fait et continuent de faire à l'heure actuelle, en particulier avec le Contrat Initiative Emploi, créé par Chirac. Ce dispositif lui aussi permet au patron de bénéficier d'une aide de 4 000 francs par mois pour chaque embauche, dans ce cas pour un chômeur de longue durée, mais dans le cas du CIE l'aide restait « limitée » à un an. Et ainsi des dizaines de milliers de travailleurs ont déjà été remplacés par d'autres permettant au patron d'empocher 4 000 F de primes mensuelles, et continueront de l'être puisque Martine Aubry a annoncé le maintien de ce système.



Au fait, qu'est devenue l'idée géniale des « points orange » ainsi que les jeunes qui ont été pressés là-dedans ?

Laurent Sola/Gamma

LE PLAN EMPLOIS-JEUNES ET LES PRÉTENDUS MÉTIERS D'AVENIR

Le plan emplois-jeunes du gouvernement est maintenant connu dans ses grandes lignes, en ce qui concerne les 350 000 emplois qui doivent être créés par l'État, les collectivités locales ou les associations. Ce seront des contrats à temps plein d'une durée déterminée « de cinq ans », non renouvelables, mais qui seront réétudiés tous les ans. Ce sont donc des emplois précaires. Il faudra même modifier le code du travail pour autoriser de tels renouvellements de CDD, jusque-là interdits.

Ils seront pris en charge par l'État à hauteur de 80 % du SMIC, charges comprises. L'employeur – collectivité locale, association, ministère – devra compléter au moins jusqu'au SMIC.

Reste maintenant à savoir quels seront les emplois réellement créés. Le gouvernement affirme qu'il ne s'agit pas de « petits boulots » mais de véritables nouveaux métiers. Mais pourquoi donc aller chercher de nouveaux besoins et de nouveaux métiers alors que les suppressions de postes dans les services publics par exemple ont été si catastrophiques depuis 20 ans que des besoins élémentaires sont bien loin d'être satisfaits et que dans les hôpitaux, dans les transports en communs, dans le domaine du logement, les besoins sont criants… si ce n'est justement parce que le gouvernement a décidé d'embaucher à titre précaire avec des contrats qui ne correspondent pas à ceux des salariés de la fonction publique.

Alors Martine Aubry a inventé 22 nouveaux métiers et chaque ministère rivalise d'imagination et se torture les méninges pour affubler de nouveaux noms, parfois fort obscurs, toute une série de petits boulots, dits de proximité, qui consistent à suppléer aux tares d'une société mal organisée et inhumaine pour les plus faibles.

C'est ainsi qu'avec de grands mots on va créer des postes « d'aide éducateurs » qui feront office de surveillants, ou des « coordonnateurs scolaires » qui devront suppléer aux manque d'enseignants. Mais que peuvent-ils dans les établissements ou les classes difficiles ? Rien, évidemment. « Les agents de prévention et d'ambiance » s'occuperont par exemple dans les transports en commun de l'accueil du public, remplaçant une partie du personnel qui a été supprimée au fil des années. Que feront-ils ? Ils pourchasseront les resquilleurs ? Dans les stations surchargées, ils pousseront les voyageurs pour les aider à entrer vaille que vaille dans les wagons bondés ? Que seront ces « cantonniers de rivières », qui seront chargés d'entretenir les cours d'eau, de les nettoyer… car prétend Guy Hascoët, l'un des rapporteurs chargés d'inventer ces nouveaux métiers, la location de pelleteuses coûte aussi cher que sept personnes payées au SMIC ! Il est certain que si on veut remplacer les machines par les hommes, on peut créer beaucoup d'emplois… en gaspillant le travail humain, mais de là à prétendre qu'il s'agit de métiers d'avenir ! C'est bien plutôt un retour au passé, rendu possible par la réduction réactionnaire du coût du travail.

Les effets d'annonce étaient entre les emplois possibles et ceux qui seront réellement créés, il y aura sans doute une marge importante. Car évidemment si ce ne sont pas les besoins qui manquent, c'est l'argent, car le gouvernement ne veut pas aller le prendre là où il est. Le gouvernement a même reculé devant la suppression un moment envisagée des « aides à l'emploi » qui ne sont que des subventions à fonds perdus au patronat et ne créent aucun emploi. Du coup le gouvernement n'a pas dégagé l'argent nécessaire aux 350 000 créations d'emplois promises en deux ans. Il n'y aura que 150 000 emplois ainsi créés à la fin 1998 et il faudra attendre trois ans pour que les autres voient le jour.

Alors qu'il y a cinq millions de chômeurs et d'exclus et qu'il faudrait d'urgence utiliser toutes les subventions au patronat pour embaucher dans les services publics et dans des branches comme la construction de logements sociaux, le gouvernement retarde encore la création d'emplois qui dépendent directement de lui. Au point que ces prétendus nouveaux emplois ne compenseront même pas les suppressions déjà programmées et que le gouvernement lui-même dit et répète qu'il ne faut pas s'attendre à ce que les mesures prises aient un quelconque impact sur les chiffres du chômage avant… des années !

Dominique CHABLIS

Les effectifs continuent

Christian Pierret, le secrétaire d'État à l'Industrie, a annoncé l'embauche de 5 000 jeunes sur 2 ans, à contrat à durée indéterminée renouvelable pendant 5 ans ; plus 3 000 contractuels déjà prévus ; plus 1 500 personnes reçues au concours de 1996, elles seules auront la garantie de l'emploi.

Au total 9 500 embauches au maximum.

Mais chaque année La Poste compte 6 000 départs,

tion

IENT QUE NT 1999

Le phénomène serait pourtant connu de l'administration, qui appellerait cela « un effet d'aubaine ». Le quotidien *La Tribune* du 26 août écrit que le gouvernement aurait renoncé « *à offrir des aides aux entreprises* », vu le coût (des dizaines de milliards de subventions) et l'inefficacité totale d'une telle opération.

S'il ne s'agit que « d'efficacité », il y a bien d'autres centaines de milliards d'aides à fonds perdus distribuées au patronat qui pourraient être pareillement récupérées, mais Martine Aubry et le gouvernement oseront-ils toucher à toutes ?

Le même journal évoque un arrangement à propos des 35 heures qui serait en cours de tractations. L'horaire serait ramené à 35 heures… mais calculé à l'année, en échange d'une flexibilité généralisée. Si cela se concrétisait, on aboutirait à des horaires de 44 heures ou plus dans les périodes de forte activité et des horaires inférieurs à 30 heures dans les périodes creuses, sans que les patrons n'aient à payer ni les heures supplémentaires ni le chômage partiel, et en mettant le temps libre des salariés à la disposition de leur patron.

Cela existe déjà, mais on voit bien l'intérêt pour le patronat de généraliser le système… et cela vaut bien une loi sur les 35 heures. En tous les cas, une chose est certaine : cela ne créerait aucun emploi, et bien au contraire cela permettrait même d'en supprimer d'avantage.

Interrogé le 25 août sur RTL, le ministre de l'Économie a répété : « *Les mesures qui sont prises par le gouvernement en terme de pouvoir d'achat, en terme d'emploi des jeunes, la croissance économique qui est mieux soutenue, ne donneront véritablement des effets plutôt vers la fin de l'année 1998, pas avant* », et il a ajouté « *le chômage, c'est comme un grand navire qui se met à tourner* ». Ça c'est bien vrai, car dans toute cette histoire de création d'emplois dans le privé, il y a sûrement un grand bateau, mais attention à ce que ce ne soit pas les travailleurs qui y soient menés.

Paul SOREL

Comment rendre pas pareil le même

Laurent Fabius, nouveau président de l'Assemblée nationale, a déclaré lors d'une fête locale du PS que si le gouvernement s'en tire bien « *sur le court terme* » (c'est son point de vue) en revanche il faut « *montrer que cette action s'insère dans une perspective plus longue, afin que les gens n'aient pas le sentiment que la gauche et la droite c'est la même chose. Il faut arriver à montrer la différence dans le discours* » et dire « *à quoi peut ressembler la gauche du futur* ». C'est en effet le traditionnel problème de la gauche d'avoir toujours l'air de ressembler à la droite, pour la bonne et simple raison qu'elle mène une politique semblable.

Là-dessus Fabius s'est étendu devant son auditoire sur « *la révolution de la société de l'information* ».

Mais il y a peut-être justement là le germe d'une idée. Puisque tout est dans l'apparence, pourquoi ne pas créer une gauche « virtuelle » ?

On pourrait à sa guise la « traiter », ajouter ou retrancher tous les éléments de programme qu'on veut, chacun pourrait même avoir la sienne, et on pourrait, cela va sans dire, trouver tout cela sur Internet.

de la poste de baisser

donc 12 000 sur deux ans.

Le bilan est donc négatif, avec une perte de 2 500 emplois au minimum sur deux ans, et avec encore plus de précarité et de salaires au SMIC.

Si le gouvernement précédent était droit dans ses bottes, celui-ci affectionne l'embrouille par les chiffres.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *PTT-Nanterre RP du 18/08/97

LA MESSE EST FINIE QU'EN RESTERA-T-IL ?

Un million de personnes, surtout des jeunes mais aussi des moins jeunes, qui ont assisté à la messe de Longchamp, l'Église catholique a réussi sa démonstration : elle a prouvé qu'elle pouvait toujours organiser de gigantesques rassemblements et trouver un large appui dans la jeunesse.

A vrai dire, ces « Journées mondiales de la jeunesse », depuis dix ans qu'elles existent, attirent à chaque fois autant de monde. En 1987, à Buenos Aires et en 1991 en Pologne, ce fut, comme ici, un million de personnes et ce sont même quatre millions de personnes qui assistèrent à une telle messe en 1995 à Manille, aux Philippines. Les chiffres les plus bas furent 500 000 en 1989 à Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne et 600 000 en 1993 à Denver aux USA (ce qui est cependant remarquable dans un pays majoritairement protestant).

Oui, depuis dix ans, avec ces « JMJ », l'Église catholique a prouvé qu'elle avait les moyens, matériels et humains, de rassembler un million de personnes, dont une majorité de jeunes, sinon en n'importe quel pays du monde, du moins dans un éventail très large de villes de la planète.

Il est cependant significatif, qu'en ce qui concerne le rassemblement de Paris, le nombre important de participants à la messe de Longchamp qui étaient venus de France (les deux-tiers du total) étaient loin de se recruter majoritairement dans les milieux de gauche. La plupart, en effet, appartenaient manifestement à la droite, en tout cas à l'éventail qui va de De Villiers à l'UDF en passant par le RPR. Et il ne faut pas oublier, qu'en France, même aux dernières élections législatives qui virent la victoire de la gauche en nombre de sièges, plus de la moitié de l'électorat avait voté à droite et que, tout naturellement, plus de la moitié de la jeunesse appartient à ce courant politique qui s'accompagne le plus souvent du conformisme confessionnel et social.

Cela ne veut pas dire qu'ils sont tous réactionnaires. Non ! Mais ils sont conformistes par rapport à leur milieu social et par rapport à la société telle qu'elle est : elle a des tares, elle a ses laissés-pour-compte, ces jeunes trouvent que c'est triste, mais à part quelques correctifs charitables, ils n'ont rien à y changer. La société est très bien, il suffit que chacun aime son prochain. Et les « prochains » ce sont ceux qui vivent aux antipodes ou les voisins de palier des quartiers « bien », mais surtout pas ceux qui ne sont ni si loin ni si près. Aux jeunes des banlieues, par exemple, auxquels quelques centaines de milliers de jeunes catholiques aussi pleins de certitudes que ceux qu'on a vus à la télévision, pourraient apporter au moins le beau langage ou l'instruction sinon une vision humanitaire du monde pour remplacer la haine et la violence. Non ! Ces banlieues sont trop proches géographiquement et trop éloignées moralement et socialement.

Tous ces jeunes prêchaient le respect de l'autre, quelle que soit la couleur de sa peau ou son origine géographique ou sociale. Ils prêchaient aussi la charité, l'aide aux plus malheureux. Mais beaucoup de ces jeunes Français-là fréquentent ces grandes écoles où l'on prépare les futurs cadres du pays, ceux qui étudient comment gérer les entreprises, ceux qui apprennent comment dégager des profits, ceux qu'on entraîne à croire maîtriser les lois du marché et celles de la Bourse. C'est-à-dire, le plus facile, à procéder à des licenciements quand la « santé des entreprises » l'exige, c'est-à-dire comment créer des pauvres par charrettes entières. Cela leur fend le cœur, mais ce sont les lois économiques, répètent-ils alors après leurs enseignants.

Leur charité, c'est qu'il faut aider ceux qui sont dans la misère mais qu'il ne faut pas « assister » les travailleurs, qu'il faut au contraire, pour leur bien, leur apprendre à « se prendre en mains », à être mobiles, à être capables de changer de métier, d'emploi, de ville.

Eux, les futurs cadres le feront bien ! Il est vrai qu'avec un traitement de cadre supérieur, que ne ferait-on pas !

Les jeunes qui se sont retrouvés à Longchamp ont certainement un idéal. Ils ont la joie de se retrouver aussi nombreux avec les mêmes idées. Ils ont la joie d'être ensemble, le plaisir de leur communauté de sentiments et celui de la vie en groupe.

C'est une joie qu'on comprend, surtout quand on l'a connue au sein des grandes manifestations du mouvement ouvrier. En novembre-décembre 1995 par exemple.

Bien sûr, ils sont capables de sacrifices, de supporter les fatigues d'un voyage parfois épuisant, de dormir sans confort à la belle étoile. Mais pour des jeunes, ce sont des inconvénients bien légers et pas des sacrifices.

Et, pour la plupart de ceux qui sont venus de France, ce n'est pas tous les jours, ils ne sont pas condamnés à perpétuité à la vie dans les banlieues ou dans les foyers.

Alors ils n'envisagent surtout pas de changer la société. Tout au plus, de poser des sparadraps sur ses plaies et de dispenser l'anesthésie de la religion aux blessés les plus graves.

Quant à eux, ils ne retiennent des discours du pape que ce qui les arrange, en ne se privant pas de rejeter ce qui pourrait les gêner.

Bienheureux cherche miracle

Lors de sa visite à Paris le pape en a profité pour béatifier un certain Frédéric Ozanam, un Français de la première moitié du XIX^e^ siècle. Ozanam a parfaitement le profil de l'emploi. De famille bourgeoise il se lança à fond dans la charité envers les pauvres, et particulièrement les prolétaires. Il fonda la Société de Saint-Vincent-de-Paul chargée d'aller répandre aumône et bonnes paroles sur le terrain sans se contenter d'attendre le « client » à la sortie de la messe. Un curiculum vitae tout à fait au goût du jour qui consiste à se pencher sur les malheurs du monde sans bouleverser la société.

L'ennui, c'est que pour être béatifié il faut avoir accompli ne serait-ce qu'un miracle, sinon on n'entre pas. La tâche est facile pour une ribambelle de saints et bienheureux antiques et médiévaux pour lesquels la légende tient lieu de preuve. Mais c'est autrement plus dur au XIX^e^ siècle. Ozanam n'avait rien à se mettre sous la dent, en matière de miracle. Jusqu'en 1926 (trois quart de siècle après sa mort !) lorsqu'au Brésil (pourquoi là ?) le grand-père d'un enfant atteint de diphtérie et qui semblait condamné aurait imploré Ozanam (pourquoi lui ?) et le bambin aurait guéri. Malgré tous ces conditionnels le miracle « post mortem » a été homologué. Et c'est ainsi que l'âme d'Ozanam pourra commander des cartes de visite avec le titre de « Bienheureux » (attention, pas « Saint », c'est le grade au-dessus) et son nom pénétrera du même coup dans le calendrier des PTT.

A. V.

Explosion de Blaye

ONZE VICTIMES DU PROFIT

Dix morts et un disparu, tel est le bilan de l'explosion, la semaine dernière, d'un silo à céréales de Blaye, dans le périmètre du port de Bordeaux. Ces victimes viennent s'ajouter à une longue liste de victimes d'accidents semblables.

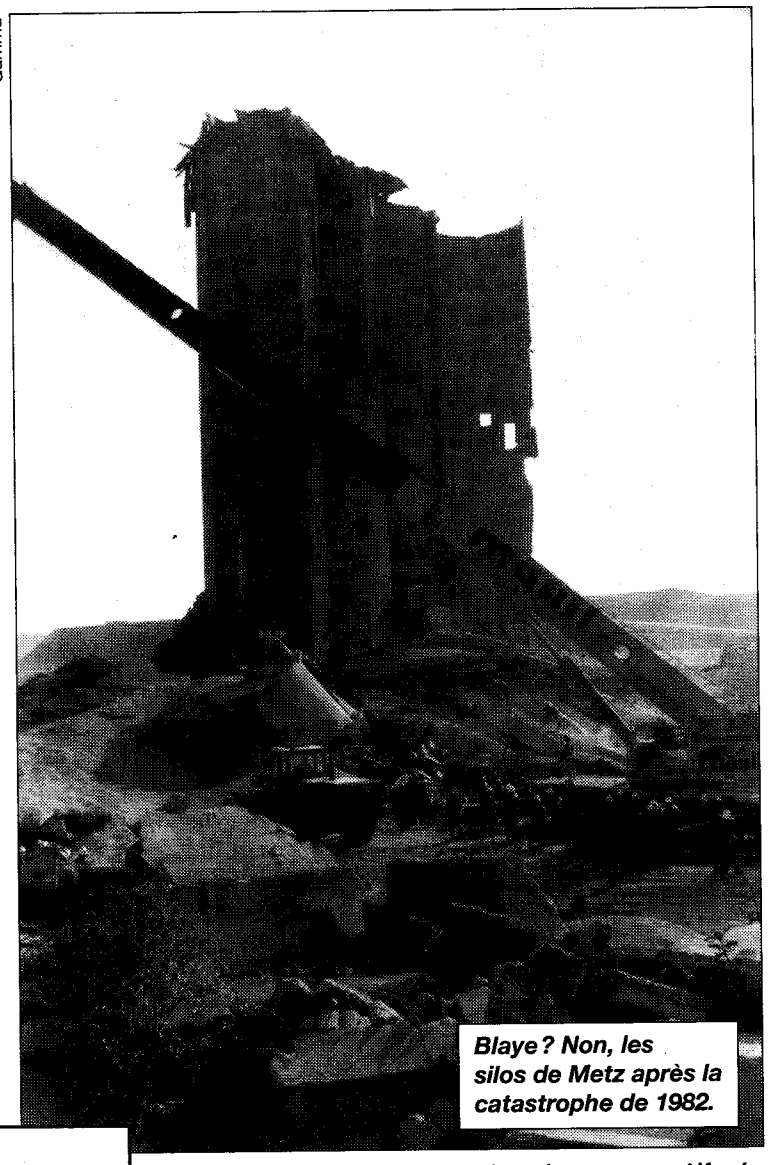
En janvier 1980, un ouvrier était mort dans l'explosion d'un silo neuf à Bassens, dans le port de Bordeaux également. En octobre 1982, l'explosion de la malterie de Metz avait fait douze victimes. En 1991, c'est à Strasbourg qu'une déflagration dans un silo des Grands Moulins avait tué une personne et en avait blessé deux autres. Encore ne s'agit-il là que des plus récents et des plus graves de ces accidents, puisqu'on estime qu'il se produit chaque année une explosion et deux incendies graves sur ces sites où sont stockées les céréales.

Les causes de ces explosions n'ont rien de mystérieux. On sait depuis longtemps que la poussière de céréales, mélangée à l'air, forme une atmosphère explosive. Celle-ci est le siège de réactions chimiques qui peuvent aboutir à une explosion au contact de la moindre étincelle, et parfois même spontanément. Des silos comme celui de Blaye, où étaient stockés 130 000 mètres cubes de céréales, sont ainsi de véritables bombes en puissance. Devant ce danger, les chercheurs et les ingénieurs des instituts spécialisés dans la sécurité ont depuis longtemps mis au point des moyens techniques qui, pensent-ils, assureraient une sécurité maximum. Il est possible d'évacuer la poussière au fur et à mesure qu'elle se forme. On peut empêcher toute étincelle par des extincteurs reliés à des détecteurs ultrasensibles. On peut aussi injecter de l'azote dans les silos, ce qui rend le mélange d'air et de poussière inerte, et fait qu'il n'y a plus de risque d'explosion (cette solution nécessite cependant, font remarquer ces chercheurs, une vigilance maximum pour éviter les risques d'asphyxie). Il y a aussi les systèmes de protection dits « passifs », qui n'empêchent pas l'explosion mais évitent l'éventrement des silos. On peut renforcer les parois ou, au contraire, y ménager des zones de moindre résistance qui sont les seules à céder. Dans ce cas, l'explosion est seulement évacuée vers l'extérieur… avec tous les risques que cela comporte pour ceux qui se trouvent dans le voisinage. Et bien sûr ces spécialistes de la sécurité ont attiré l'attention sur le risque fou que l'on faisait prendre aux travailleurs en implantant des locaux administratifs au pied même des silos. Le périmètre minimum de sécurité est, disent-ils, au moins une fois et demie la hauteur des silos. Tout cela a été étudié dans le détail depuis des années.

Mais les possesseurs de ces silos, les gros producteurs et les négociants de l'agro-alimentaire, se sont bien gardés de mettre leurs installations aux normes de sécurité. A Blaye par exemple, les locaux administratifs étaient accolés même aux silos. Sept salariés de la SEMABLA, l'entreprise qui possédait les silos, y sont morts écrasés sous des tonnes de béton, de poutrelles et de céréales. Plutôt que d'investir dans la sécurité, les patrons de ces sociétés préfèrent faire courir chaque jour des risques mortels à leurs salariés, aux chauffeurs qui chargent et déchargent dans ces silos, ou aux personnes présentes dans le voisinage. Quant à l'État, aux gouvernements successifs, ils se sont bien gardés de prendre des mesures trop autoritaires en matière de sécurité. Les mesures prises suite à l'accident de Metz sont restées symboliques. Une réglementation plus contraignante a finalement été adoptée en novembre 1996 mais elle ne sera pas obligatoire avant le premier juillet 2003, et encore uniquement pour les installation neuves. Pour des sites comme celui de Blaye, construit en 1971, rien n'est prévu, même à un horizon aussi lointain ! Alors quand les autorités disent que les silos qui ont explosé avaient subi une visite de sécurité et que rien n'avait été remarqué, cela veut simplement dire qu'ils étaient conformes à la réglementation… qui laisse beaucoup trop libre le patronat.

Oui, c'est bien pour préserver les profits que la vie de ces onze travailleurs a été sacrifiée.

Daniel MESCLA



Gamma

Blaye ? Non, les silos de Metz après la catastrophe de 1982.

USA — BACTÉRIES À LA CHAÎNE

Depuis le début du mois de juillet, 17 personnes ont été intoxiquées aux USA par une bactérie se trouvant dans les steaks hachés congelés.

Le gouvernement s'est enfin décidé à prendre des mesures et, jeudi dernier, 12 000 tonnes de viande congelée (l'équivalent de 100 millions de hamburgers) ont été retirées de la vente et l'usine qui les a produites a été fermée.

Deux chaînes de supermarchés et la chaîne de fast food Burger King sont donc à court de hamburgers.

Mais si l'inquiétude a été longue à toucher le gouvernement, la population se souvient, elle, de l'intoxication de 1993, où la même bactérie avait empoisonné des centaines de personnes et tué quatre enfants. Depuis les contrôles se sont, paraît-il, renforcés. Mais le gouvernement qui multiplie pourtant les déclarations rassurantes, reconnaît lui-même que des contrôles du type « on jette un coup d'œil et on renifle » sont reconnus comme valables par les services sanitaires. Et aujourd'hui le Centre de contrôle des épidémies d'Atlanta affirme que 9 000 personnes (!) meurent chaque année aux USA d'empoisonnements alimentaires provoqués par des bactéries présentes dans la viande, la volaille, les fruits ou les légumes.

Les immenses firmes de l'agroalimentaire, comme celle propriétaire de l'usine géante fermée jeudi dernier, bloquent la mise en place de toute législation contraignante. Et la nouvelle législation qui doit entrer en vigueur en 1998 n'est pas tellement meilleure puisqu'elle confie aux industriels eux-mêmes la tâche de procéder aux contrôles sanitaires.

Ça promet quand on sait que pour éviter de jeter de la viande, l'usine fermée jeudi dernier mélangeait les restes de la veille avec la production du jour, assurant ainsi à la bactérie une chaîne continue de propagation.

Les capitalistes irresponsables n'ont pas fini de nous empoisonner la vie !

Sophie CHAUVIER

La sécurité, c'est prioritaire

Qu'en est-il du nettoyage et de la sécurité aux Grands Moulins de Strasbourg ?

Depuis que nous travaillons en équipe au silo A, le nettoyage et la surveillance qui doivent être constants sont de nouveau négligés, faute de personnel en permanence dans les étages.

L'explosion du silo de Blaye vient nous rappeler dramatiquement que les silos et les moulins sont des bombes à retardement comme l'avait affirmé un pompier en 1991 après l'explosion aux GMS.

Nous n'avons aucune vocation à nous ajouter à la liste des victimes d'explosions. Exiger de la direction l'embauche du personnel nécessaire à l'entretien et à la propreté, c'est une manière de veiller à notre sécurité.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Grands Moulins de Strasbourg du 25/08/97*

Échos des entreprises

DISSIMULATIONS PATRONALES

À quand les embauches et les augmentations

D'après *Le Progrès* du 18 août, ça irait bien pour RVI : la branche Véhicule industriels de Renault aurait progressé de 3,5% au premier semestre de l'année, en particulier grâce à Mack dont les ventes ont augmenté de 7,9%.

Quand on veut supprimer des emplois et nous faire accepter n'importe quoi on prétend que tout va mal, et quelques mois plus tard, on découvre que finalement la situation n'est pas si mauvaise.

Il ne faut pas compter sur RVI pour nous dire la vérité : le seul moyen de la connaître, ce serait d'aller nous-mêmes mettre le nez dans les comptes de l'entreprise.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *RVI Vénissieux du 25/08/97*

Cachotteries

C'est en lisant la NR, jeudi dernier qu'on a pu apprendre que le chiffre d'affaires de Michelin avait encore fait un bond de 10% depuis le début de l'année par rapport à l'an passé.

Et les bénéfices sont sûrement, du même ordre, toujours en augmentation.

Le patron nous fait des cachotteries. Se vanter de ces bons résultats, évidemment, ça ne colle pas avec le discours sur les « difficultés » pour nous faire avaler les suppressions d'emplois.

Voilà à quoi sert le fameux « secret commercial » cher aux patrons. Dans lequel il faudrait bien mettre notre nez.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Michelin Joué-Lès-Tours du 08/08/97*

HÔPITAUX

Des économies aux dépens des malades

Pendant l'été les services d'urgence n'ont pas chômé. Ce qui est inadmissible c'est que tous les jours les malades ont attendu au minimum quatre heures et très souvent la journée et parfois la nuit sur un brancard un lit d'hospitalisation.

De plus l'urgence n'est pas équipée pour simplement donner de quoi boire et encore moins un repas.

Quant à la sécurité des malades elle est moindre que dans un service possédant tout l'équipement et l'équipe de soins appropriés à la pathologie du malade.

Alors en fermant trop de lits l'été on met chaque jour la sécurité des malades en danger. Tout cela parce qu'il faut diminuer les dépenses de santé.

Histoire croustillante !

Quelle aubaine pour tous les chats sauvages et pigeons du quartier : à l'hôpital on régale gratis. Poubelles débordantes et odorantes assurées tous les jours derrière les cuisines.

En remerciement, la chaleur aidant, ces charmants animaux nous ont laissé leurs puces. Les ateliers et les sous-sols des labos étaient envahis par ces bestioles qui se sont régalées sur nos jambes et ventres.

L'hygiène à l'hôpital n'est décidément pas la préoccupation de la direction.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Hôpital Ed. Herriot – Lyon du 25/08/97*

Saisonniers à l'hôpital

À la fin de chaque remplacement, et en particulier ceux d'été, la majorité des contractuels doivent partir pour chercher du travail ailleurs. La plupart d'entre eux voudraient bien rester et ce n'est pas le travail qui manque.

Nos collègues seraient certainement bien plus utiles à renforcer les effectifs de l'hôpital que ceux de l'ANPE.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Hôpital Pontchaillou – Rennes du 18/08/97*

ERREUR SUR LA CIBLE

Les CRS, qui servent surtout à la répression, ont reçu 15000 pistolets en surplus de l'armée au lieu de neufs à 3500F pièce fabriqués par GIAT-Industrie, ce qui fait 50 millions d'économies. Qui s'en plaindrait ? Certains syndicalistes, au nom de l'emploi. Mais qui feraient face aux salariés de GIAT-Industrie s'ils défendent leurs emplois ? Les CRS !

Et puis n'y a-t-il vraiment rien d'autre d'utile à fabriquer ?

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Fuite en avant !

Suite aux orages du début du mois, les importantes flaques d'eau qui s'étaient formées sur le toit se sont infiltrées dans les faux plafonds. Certaines plaques du 3e étage, gorgées d'eau sont tombées, et de l'eau tombait dangereusement sur une machine à trier qui a dû être éteinte. À part faire cela et mettre des caissettes sous les fuites, rien d'autre n'a été prévu.

Nos dirigeants attendent-ils que le toit s'effondre, comme cela est arrivé dans certaines grandes surfaces, pour que les travaux qui s'imposent soient enfin effectués ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *PTT Louvre – Paris du 18/08/97*

I comme irresponsable

Après des accidents au GP01 qui auraient pu avoir des conséquences très graves, diverses mesures sont de rigueur en cas de « procédure non décrite ». On pourrait penser que de cette manière la sécurité est renforcée et que les accidents servent de leçon.

Eh bien non, au GP01 ça continue comme avant et on démonte une tuyauterie contenant de l'acide sulfurique sans que les responsables du service fassent de réunion avec le CHSCT, sans prévenir le service de sécurité et quand plusieurs dizaine de litres d'acide coulent par terre, on évite de prévenir les pompiers.

Quand on nous parlait du GP01 comme fer de lance de l'usine on ne pensait pas que c'était dans l'irresponsabilité.

Aussi gonflée que les fûts

La direction du CPV nous a envoyé une belle brochure glacée du site. Elle parle beaucoup d'environnement et de la préoccupation de RP pour la qualité de la vie.

De superbes photos ont été prises pour l'occasion. Il y en a au moins une qui manque, c'est celle de derrière les antibiotiques tout au bout de l'usine : là où la direction fait stocker les fûts à détruire.

Fûts de goudrons dégoulinant, liquide inflammable, amiante prête à détruire depuis des mois, voilà le tableau. Un petit détour qui vaut le cliché.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Rhône-Poulenc – Vitry du 18/08/1997*

LA MARINE, C'EST GALÈRE

Ras la cale

C'est la pleine saison, les bateaux sont pleins, les marins ont du travail par-dessus la tête et beaucoup sont à bout de nerfs. Il arrive que la direction demande à un marin qui a navigué pendant deux ou trois mois d'affilée, de reprendre le travail après huit jours seulement de congés.

Pourtant ce ne sont pas les candidats qui manquent ; des milliers de marins saisonniers ont déjà travaillé à la SNCM. Pas besoin de dépenser des millions dans des audits et de sortir des grandes écoles pour comprendre qu'il faudrait embaucher pour pouvoir fonctionner normalement.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *SMCM – Marseille du 18/08/1997*

Mieux vaut tard que jamais

Nous commençons, pour certains, à passer des examens pulmonaires pour faire le point par rapport à l'amiante. C'est tant mieux, même s'il a fallu du temps.

Pourtant, il n'y a pas si longtemps, les grosses têtes affirmaient qu'il n'y avait pas d'amiante à bord et que tout allait bien Madame la Marquise.

Si nous voulons préserver notre santé, cessons de faire confiance aux baratineurs.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *SNCM Marseille du 18/08/97*

AU VOLEUR !

« Ne dites pas à ma mère que je suis chez Bata, elle croit que je suis au RMI »

Retour de congés, la paye du mois de juillet était encore plus squelettique que d'habitude : la direction prétexte le chômage partiel pour ne pas nous payer une partie des congés payés. Et cela entraîne des pertes pouvant aller jusqu'à 1500F !

C'est d'autant plus scandaleux que l'usine étant fermée, nous ne pouvions pas travailler et que nous ne sommes en rien responsables du manque de commandes.

On veut notre paye, toute notre paye.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Bata-Hellocourt du 19/08/97*

Le parcours du combattant

Entretien d'embauche au Personnel. Puis, le même jour ou un autre, entretien, voire petit galop d'essai professionnel avec la maîtrise de l'atelier. Un autre jour encore, tests psychotechniques et de « personnalité » dans un cabinet de recruteurs à Paris… Voilà ce qu'il fallait faire cet été à Corbeil pour décrocher un contrat d'intérim.

Dix ou vingt heures à donner, gratis, à un patron ; du temps, du stress, tout cela pour avoir le droit de se faire exploiter… 3 mois ! La pression du chômage donne tous les culots au patronat.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Snecma Corbeil du 18/08/97*

23 août 1927

SACCO ET VANZETTI ÉTAIENT EXÉCUTÉS AUX ÉTATS-UNIS

Malgré la mobilisation de l'opinion internationale pour s'opposer à leur exécution, les deux anarchistes italiens Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti mouraient sur la chaise électrique de la prison de Charlestown, Massachusetts. Innocents des crimes pour lesquels on les avait condamnés à mort, ils furent en réalité les victimes de la haine de classe d'une bourgeoisie qui, dans un climat d'hystérie collective, celui de l'Amérique des années vingt, mena une véritable chasse aux sorcières contre les militants ouvriers, les « rouges » et les « étrangers ».

LA « TERREUR BLANCHE » AUX ÉTATS-UNIS

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, il régnait aux États-Unis un climat d'hystérie collective à l'égard des « rouges » et de psychose de l'invasion à l'égard des « étrangers » à qui on attribuait l'origine des conflits sociaux de plus en plus nombreux.

Dans ce climat de luttes sociales aiguës de l'après-guerre, les espoirs suscités par la Révolution russe de 1917 dans le prolétariat américain conjugués aux progrès enregistrés par le syndicat des Industrial Workers of the World (IWW d'Eugène Debs) et à la naissance du tout jeune Parti communiste, effrayaient la bourgeoisie.

À l'époque, le ministre de la Justice Palmer dirigea personnellement ce que l'on a appelé la « terreur blanche ». L'Amérique partit alors en guerre contre « l'ennemi intérieur ». Principales victimes de cette répression : les militants ouvriers, socialistes, communistes et anarchistes. Mais aussi les étrangers, notamment les Italiens qui représentaient, depuis le début du siècle, les bataillons les plus nombreux des nouveaux migrants. Perquisitions des locaux, arrestations arbitraires, violences policières se multiplièrent contre les organisations ouvrières. Indésirables, les militants étrangers furent expulsés. En une seule nuit de janvier 1920, Palmer lança des raids dans plus de 33 villes américaines et procéda à 4 000 arrestations dans les banlieues ouvrières de la côte Est. Dans sa campagne de répression, il reçut l'aide de J. Edgar Hoover, chef de la lutte contre l'extrême gauche et futur chef du FBI.

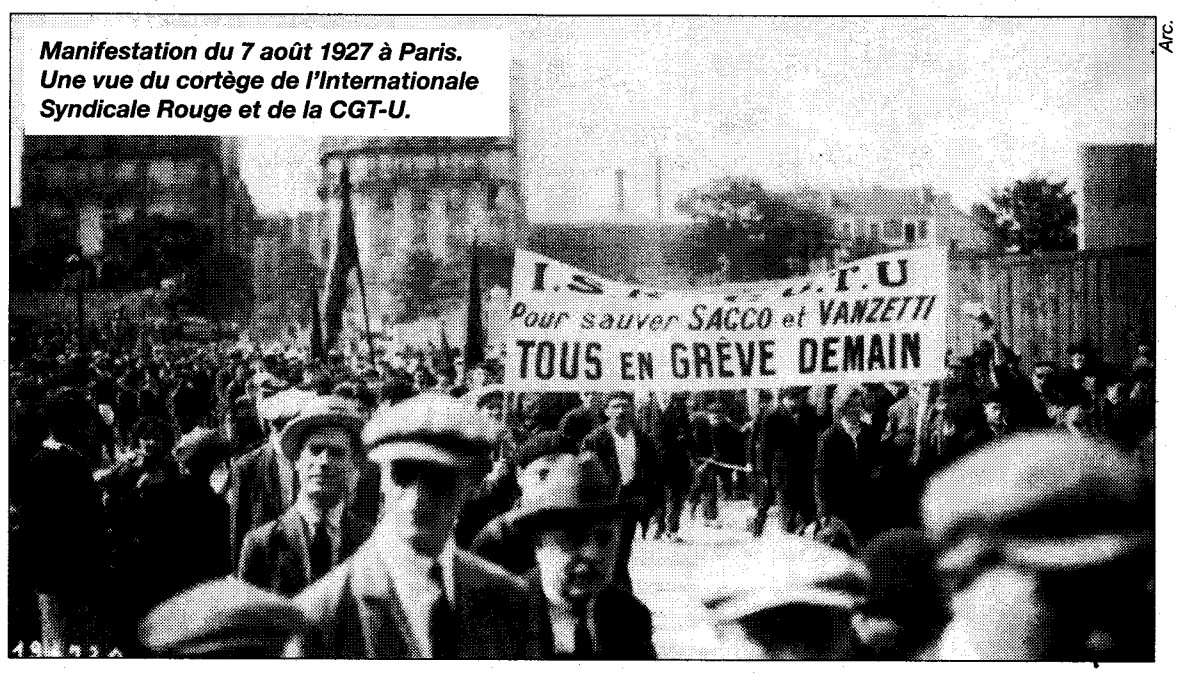
Dans ce contexte, Sacco et Vanzetti furent arrêtés en mai 1920 pour des crimes qu'ils nièrent toujours avoir commis. Ils devinrent très vite les boucs émissaires de la politique antiouvrière du gouvernement américain.

JUGÉS ET CONDAMNÉS D'AVANCE

Treize mois après leur arrestation Sacco et Vanzetti furent jugés lors d'un procès à grand spectacle à Dedham, accusés d'être les auteurs de meurtres au cours d'un hold-up. Qu'importe si le premier était au consulat d'Italie au moment des faits. Qu'importe si le second vendait du poisson sur le marché de Plymouth. Pour le juge Webster Thayer, représentant de la bonne société bostonienne, qui ne dissimulait pas sa haine viscérale à l'égard des rouges, il fallait frapper fort. Le juge Thayer, qui menait le procès, manipula les jurés, récusa les témoins de la défense parce qu'italiens (même le consul italien de Boston qui déposa à décharge de Sacco vit sa parole mise en doute). Le procureur Frederick G. Katzmann qui représentait le ministère public, c'est-à-dire l'État, se montra partial, déforma les preuves et les témoignages. Italiens et anarchistes, Sacco et Vanzetti étaient condamnés d'avance. Le jugement devait servir d'exemple à tous les militants ouvriers, tous les étrangers. La justice américaine s'y employa avec toute son énergie et la plus évidente mauvaise foi.

Le procès de Dedham se déroula dans une atmosphère hystérique, en présence d'une foule de policiers armés jusqu'aux dents. Enfermés derrière des barreaux pour faire impression sur le jury, Sacco et Vanzetti n'eurent guère la possibilité de se défendre. Procès politique, la décision de les condamner avait déjà été prise dans les coulisses du pouvoir avant même que la cour de justice ne se réunisse.

Reconnus coupables d'homicide au premier degré, Sacco et Vanzetti furent condamnés à la chaise électrique. Commença alors pour les deux militants un long calvaire en prison qui dura plus de sept ans.



Manifestation du 7 août 1927 à Paris. Une vue du cortège de l'Internationale Syndicale Rouge et de la CGT-U.

Arc.

UNE MOBILISATION MONDIALE

Après de multiples péripéties et en réponse au juge Thayer qui venait de leur notifier de façon définitive la sentence de mort, le 9 avril 1927, Bartolomeo Vanzetti proclama à nouveau son innocence et celle de son camarade. Il dénonça le refus obstiné de réviser le procès et déclara : « *Nous avons été jugés pendant une période qui est déjà entrée dans l'histoire. J'entends par là un temps dominé par l'hystérie, par le ressentiment et par la haine envers notre peuple, les étrangers, les "radicaux"* ». Et il ajouta : « *Je suis en train de souffrir parce que je suis un anarchiste, et en effet, je suis un anarchiste ; j'ai souffert parce que je suis un Italien, et en effet, je suis un Italien* ».

Tout au cours de l'année 1927, la mobilisation pour la libération de Sacco et Vanzetti s'intensifia. Elle s'étendit au monde entier. Depuis 1921 l'Internationale Communiste mobilisait ses sections, ses diverses organisations syndicales ou de secours, ses sympathisants, pour mettre sur pied ce qui sera la première campagne internationale à travers le monde pour la défense de militants ouvriers en butte à la réaction bourgeoise. Des centaines de des milliers d'hommes et de femmes descendirent dans la rue dans le monde entier pour s'élever contre ce meurtre légal en préparation, exiger la révision du procès et justice pour Sacco et Vanzetti. C'est pour cela que ce mouvement est resté vivant dans les mémoires jusqu'à aujourd'hui. Des dizaines de manifestants ont payé de leur vie ou d'années de prison dans de multiples pays cette affirmation de la solidarité internationale des travailleurs face à la répression bourgeoise. Et c'est aussi pour cela qu'on ne pardonna jamais à Sacco et Vanzetti.

UN MEURTRE LÉGAL

Toutes les tentatives de révision du procès se heurtèrent au refus des autorités judiciaires. Ainsi on refusa de prendre en compte les aveux d'un jeune immigré portugais, qui innocentaient Sacco et Vanzetti. La Cour suprême du Massachusetts refusa de faire machine arrière et préféra avec cynisme exécuter une sentence inique plutôt que de désavouer l'un des siens. La volonté politique de faire un exemple était manifeste.

Le 10 juillet, des manifestations imposantes eurent lieu dans la plupart des grandes villes du monde. Le gouverneur Fuller retarda alors l'exécution au 10 août. Dans les jours qui précédèrent l'exécution, la mobilisation s'intensifia. Sur tout le continent nord-américain, les manifestations furent dispersées violemment par la police. À New York plusieurs centaines de milliers d'ouvriers arrêtèrent le travail. La protestation mondiale ne put cependant empêcher leur assassinat légal, le 23 août 1927, sur la chaise électrique.

L'annonce de leur mort suscita encore colère et indignation parmi la classe ouvrière du monde entier provoquant grèves sauvages et manifestations spontanées. Dans ces États-Unis qui prétendaient incarner toutes les valeurs de la démocratie, à une époque où la Révolution russe incarnait l'espoir de la révolution socialiste mondiale victorieuse à court terme pour les prolétaires, la mort de Sacco et Vanzetti témoignait combien, derrière les discours sur la liberté, les classes dirigeantes du pays le plus riche du monde et tout son appareil d'État avaient de haine pour ceux qui défiaient leur pouvoir et leur dictature de classe sur la société.

René CYRILLE

Leur société

Dans l'espace : des préoccupations bien terre à terre !

Si le sauvetage de la station Mir par les cosmonautes russes a eu de quoi enflammer l'imagination, il a aussi mis en lumière certains aspects de la situation de l'ex-URSS.

Bien sûr, ce qui a frappé d'abord c'est le courage des cosmonautes. Car la mission russe a accumulé les problèmes. C'est en juin, à la suite d'un accident lors de l'arrimage d'un vaisseau cargo, que la station russe avait été endommagée. Une fuite dans un des éléments, la perte de la moitié de son alimentation électrique, puis une fausse manœuvre d'un des cosmonautes de l'équipe précédente, le vaisseau qui perd son orientation et la relève qui arrive à la remettre en état, c'était un vrai scénario catastrophe !

Boris Eltsine s'est servi de l'épisode pour sa publicité personnelle. Après avoir dans un premier temps désigné les cosmonautes de l'équipe précédente comme boucs émissaires en les accusant d'avoir été responsables de l'erreur et les avoir menacés de sanctions, il a organisé la retransmission en direct du sauvetage de la navette, en tirant gloire pour le prestige « russe ».

En fait de prestige, la station existe encore entre autres grâce aux USA. Ces derniers trouvent en effet plus économique de payer pour coopérer et profiter de la technologie spatiale russe et d'installations qui permettent des expériences et des vols habités de longue durée que la navette américaine ne permet pas. Il y a ainsi un astronaute américain dans l'équipe actuelle, et qui paye sa place.

Et puis, si tout ne peut être maîtrisé, les problèmes de l'espace ne sont pas tombés du ciel. Un conseiller de Boris Eltsine a reconnu que « *la situation de Mir reflète celle qui existe à terre* ». La base de lancement est au Kazakhstan, désormais indépendant depuis l'éclatement de l'URSS, et une situation inextricable s'est installée. Il y a un manque d'argent dans les deux pays, des coupures d'électricité interviennent parfois en phase de lancement, les équipements collectifs, les routes se délabrent, une partie des équipes a quitté la base à cause des salaires impayés, de l'incertitude et de l'évolution générale.

Aussi, les quelque 500 millions de dollars versés pour envoyer des astronautes américains sont les bienvenus pour la Russie actuelle, qui loue aussi les installations aux Européens. L'ensemble rapporterait plus que le budget consacré par la Russie à l'espace ! Les dirigeants avaient donc besoin de réussir le sauvetage de Mir. Il signifie que le programme spatial russe va pouvoir continuer. Les responsables espèrent même gagner des devises dans l'affaire ! La publicité a même fait son apparition dans l'espace, car la télé a montré les images ridicules d'un des cosmonautes de l'équipe de relève engloutissant avec un plaisir de commande du lait… israélien pour un film publicitaire ! Et ce n'était pas une première : une autre sortie avait montré un cosmonaute avec une canette de soda ! De quoi donner envie de zapper ! Comme quoi, il est plus facile d'échapper à l'attraction terrestre… qu'à l'attraction de l'argent !

Alain LECAIRE

Lire

Le meurtre du Samedi-Gloria

de Raphaël Confiant

Le dernier roman de Raphaël Confiant, intitulé *Le meurtre du Samedi-Gloria*, a pour particularité d'être un roman policier avec tous les ingrédients du genre : un policier en la personne de l'inspecteur Dorval tout nouvellement de retour en Martinique après quinze ans passés dans un commissariat du 14e arrondissement de Paris, « *portrait craché de l'acteur noir américain Sidney Poitier* », et une victime du nom de Romule Beausoleil dont « *le job consistait à ramasser, sur le coup de trois heures et demie du matin, le contenu des pots de chambre que leurs propriétaires avaient déversé, d'un geste furtif, dans d'énormes bacs en zinc sur le trottoir de la route des Religieuses et à vider ces derniers dans un camion-tinette* ». Mais Beausoleil faisait surtout partie « *des derniers fiers-à-bras, les majors comme l'on disait* » et pratiquait le combat du damier, une danse-combat d'origine africaine. « *À l'origine, le damier ne se pratiquait qu'au plus obscur des campagnes mais lorsque les distilleries et les sucreries cessèrent une à une de fumer, des cohortes de nègres désargentés se mirent à émigrer vers l'En-Ville, y charroyant dans leurs maigres bagages leurs deux seules certitudes, à savoir la croyance dans les forces de l'au-delà et la danse du damier, toutes choses qui faisaient horreur à la bourgeoisie mulâtre en particulier et aux citadins de souche en général* ».

Ce n'est pas sans une certaine nostalgie que Raphaël Confiant, qui a situé son récit en 1964, évoque parfois ces réminiscences qui subsistent encore parmi ces petites gens d'un quartier pauvre de Fort-de-France. Car ce quartier nommé le Morne Pichevin, « *ce repaire d'honnêtes dockers, de charpentiers et djobeurs émérites* », constitue bien le troisième héros de ce roman où se mêlent les portraits et des tranches de vie de bon nombre de ces personnages hauts en couleur, et les étapes de l'enquête. Après avoir fait connaissance avec ces laissés-pour-compte fiers et solidaires, que l'auteur enveloppe d'une tendresse fraternelle, et avec une langue imagée et pleine d'« heureusetés », on regrette que le coupable soit déjà découvert.

Annie ROLIN

Le meurtre du Samedi-Gloria
de Raphaël Confiant,
Mercure de France, 283p., 120F

Saga

de Tonino Benacquista

Le cadre de ce roman est le monde de la télévision. Une chaîne non citée, mais où l'on n'aurait aucun mal à reconnaître TF1, doit absolument fournir une émission de fiction supplémentaire pour remplir ses quotas de diffusion de création française. Le responsable embauche à la sauvette quatre scénaristes sur la touche à qui il demande de faire « *Saga, le feuilleton le moins cher de toute la création française* ». La consigne est de faire « *n'importe quoi : le feuilleton n'est pas destiné à être vu* », car il doit être diffusé entre quatre et cinq heures du matin !

L'amusant est que les quatre scénaristes devant écrire « *n'importe quoi* » vont effectivement le faire. Dans le cadre étriqué et très conventionnel tracé pour cette « Saga », deux familles face-à-face, une demi-douzaine d'acteurs et pas plus de quatre décors sommaires par épisode, sans extérieur, ils laissent libre cours à leur imagination et à leur délire… et trouvent le succès ! Le feuilleton devient un phénomène de mode, une « série-culte » comme on dit dans ces milieux et finira même en « prime-time ».

Tonino Benacquista, qui s'était déjà fait connaître par quelques policiers (*La maldonne des sleepings, La commedia des ratés*), a réalisé une satire amusante des milieux de la télévision. Cela ne va pas bien loin, mais c'est bien écrit et bien mené, même s'il imagine que l'affaire a des conséquences politiques finalement aussi peu crédibles que les personnages du feuilleton. Et si vous voulez savoir comment les auteurs ratés vont se sortir du piège du succès qui se referme sur eux, il ne vous reste plus qu'à suivre cette « Saga ».

Alain LECAIRE

Saga, *de Tonino Benacquista*
Gallimard, 353p., 105F

Voir

Men In Black

Men in Black, les hommes en noir, c'est le film de l'été. C'est une réussite, pas seulement commerciale.

Le scénario emprunte à la science-fiction. Les extraterrestres seraient parmi nous, mais le film joue plus sur le comique que sur la peur : une administration terrienne est chargée d'accueillir ces étrangers, de leur délivrer visas et permis de séjour ou d'autoriser les importations. Car ces extraterrestres sont beaucoup plus avancés que nous et un certain nombre de nos inventions ne seraient que simples transferts de technologie venue de l'espace.

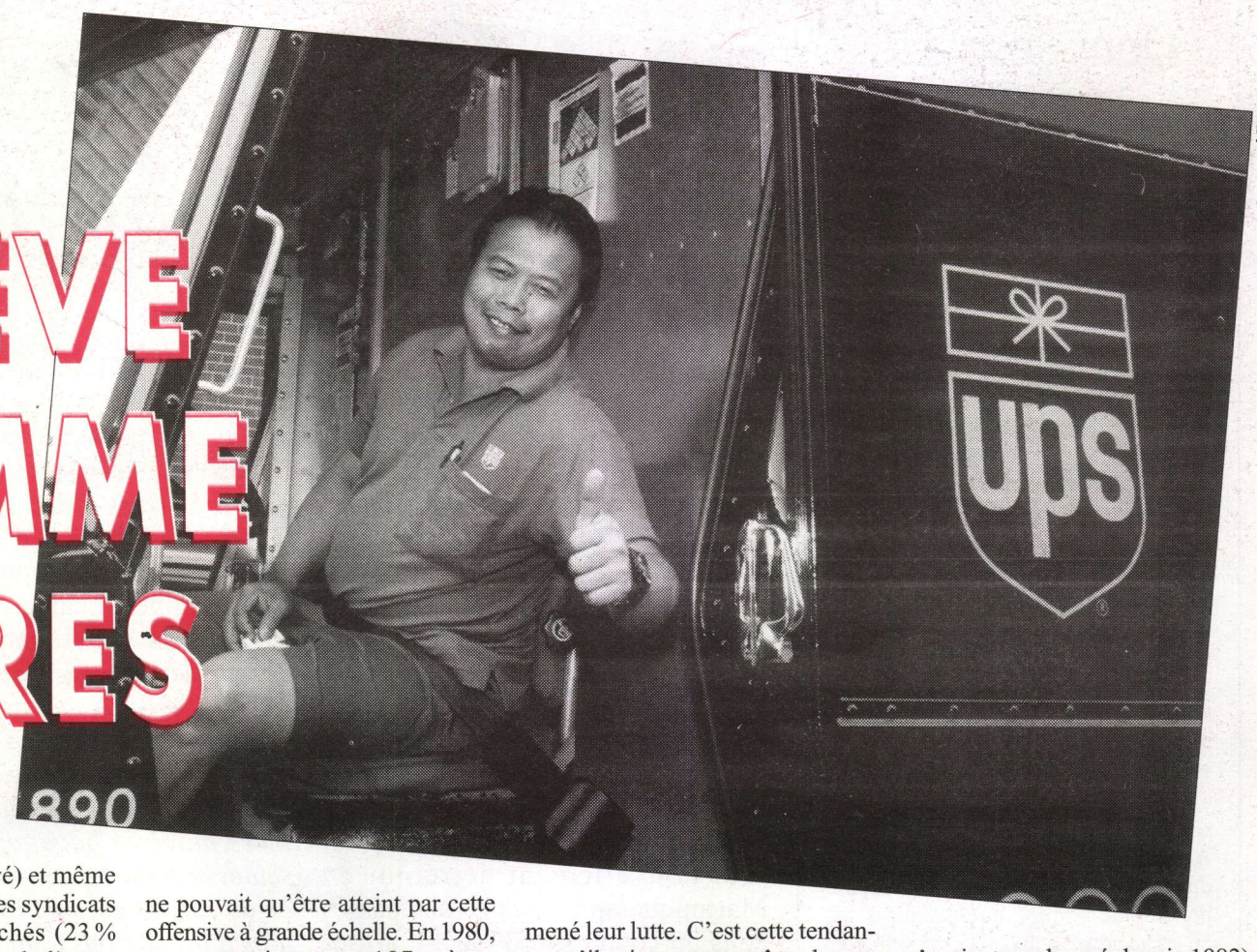
Quant aux Men in Black, ce sont les super-flics de l'espace, chargés de surveiller les extraterrestres sur Terre, déguisés en Blues Brothers et sans que les Terriens n'en sachent jamais rien pour ne pas les effrayer.

Une course poursuite délirante contre un extraterrestre carrément plus méchant que les autres, des acteurs qui jouent bien, des trucages sortis des ateliers de Spielberg et mis en scène par le réalisateur de la *Famille Adams*, beaucoup d'humour, c'est la grosse machine américaine, mais le succès est mérité.

Alain LECAIRE

États-Unis

UNE GRÈVE PAS COMME LES AUTRES



AFP

Aux États-Unis, la récente victoire des grévistes d'UPS (United Parcel Services, le numéro un mondial de la messagerie rapide) n'est pas passée inaperçue. C'est la première fois depuis une vingtaine d'années qu'une grève de cette importance (il y avait 180 000 travailleurs en grève à travers tout le pays) fait reculer un grand groupe. La convention collective d'UPS, qui concerne 300 000 travailleurs, est la deuxième plus importante, après celle de General Motors. Pour Ron Carey, le président du syndicat des Teamsters (camionneurs) qui a lancé la grève, il s'agit même d'un tournant historique.

Il faut espérer en effet que cette grève redonne à la classe ouvrière la confiance qu'elle a perdue au fil des ans, dans une suite pratiquement ininterrompue de défaites face aux attaques patronales. Car depuis 1979-1980, les patrons n'ont eu de cesse de battre en brèche les avantages obtenus par les travailleurs, de diminuer les salaires et de faire reculer les syndicats.

L'offensive a commencé sous le président Carter, avec la généralisation des concessions, comme en 1979, à Chrysler, où pour la première fois des travailleurs étaient contraints d'accepter des diminutions substantielles de salaire sous prétexte de sauver l'entreprise. En 1981, Reagan, nouvellement élu, brisait la grève des 13 000 contrôleurs aériens en licenciant tous les grévistes et en les remplaçant par de nouveaux embauchés. Le ton était donné et dans les années qui ont suivi, la sous-traitance s'est généralisée (elle atteint aujourd'hui 70% chez Chrysler); les salaires ont baissé (en quinze ans, le salaire hebdomadaire moyen, en termes réels, est passé de 445 à 390 dollars); le rythme de travail s'est accru (de 1979 à 1990, les gains de productivité ont été de 6% par an en moyenne et le taux d'accidents graves a été multiplié par six); et partout les syndicats ont reculé sous les coups des patrons (entre 1980 et 1997, Dana, le plus grand fabricant de pièces détachées pour l'automobile, a fermé 37 usines où les ouvriers étaient syndiqués et en a ouvert 12 où il n'y a pas de syndicat). Aujourd'hui, seuls 14,5% des travailleurs sont syndiqués (10% dans le privé) et même les fiefs traditionnels des syndicats ont été durement touchés (23% seulement des ouvriers de l'automobile sont syndiqués contre 60% en 1980).

Il faut dire que la politique des dirigeants syndicaux qui ont prêché la modération aux travailleurs, l'acceptation de nombreux sacrifices face à la crise, a puissamment aidé l'offensive patronale. Et même lorsque l'existence de l'organisation syndicale elle-même a été en jeu, jamais les dirigeants syndicaux n'ont cherché à rompre l'isolement des conflits et à encourager une contre-offensive plus large de la classe ouvrière.

Les travailleurs ne sont pourtant pas restés sans réagir pendant toutes ces années, mais les grands conflits qui ont marqué les deux dernières décennies ont systématiquement tourné à leur désavantage. À l'imitation de Reagan, les patrons se sont mis à lancer des ultimatums aux travailleurs en grève, à les licencier en bloc, à embaucher des jaunes. De nombreuses officines de consultants spécialisés dans la lutte antigréviste se sont même créées pour aider les patrons à gérer les conflits, à embaucher les briseurs de grève, à soigner leur image auprès des médias, etc. Certains patrons, soutenus par la classe capitaliste dans son ensemble, ont même choisi de faire de certains de ces conflits des exemples. En juin 1994, Caterpillar, le plus grand constructeur mondial de machines agricoles et d'engins de travaux publics, refusait de signer une convention collective qui avait été acceptée par tous ses concurrents. La grève qui a suivi dans sept usines Caterpillar devait durer 17 mois, sans que Caterpillar cède (grâce entre autres à l'embauche de jaunes, ce qui permit à la société de maintenir sa production). En juillet 1995, à Detroit, la ville où il y a la plus grande proportion de travailleurs syndiqués aux États-Unis, les dirigeants de deux quotidiens appartenant respectivement à la plus grande entreprise de presse du pays (93 quotidiens) et à la deuxième plus grande (28 quotidiens) demandaient des concessions telles que la grève était inévitable : la grève dure toujours.

Le moral de la classe ouvrière ne pouvait qu'être atteint par cette offensive à grande échelle. En 1980, on comptait encore 187 grèves impliquant plus de 1000 travailleurs. En 1995, il n'y en a eu que 31.

C'est dans cette ambiance générale que les travailleurs d'UPS ont mené leur lutte. C'est cette tendance qu'ils viennent peut-être de renverser par leur victoire. C'est une victoire limitée, bien sûr, comme le fait remarquer la presse (en soulignant par exemple que la hausse de 7% obtenue par les employés à temps partiel revalorise des salaires qui n'avaient pas bougé depuis 1982). Mais cela peut être surtout un immense encouragement pour tous les travailleurs sur qui la bourgeoisie fait peser depuis plus de vingt ans le poids d'un système en crise.

Sylvain ROCHE

Espagne

MESURES ANTIDÉMOCRATIQUES SOUS COUVERT D'ANTITERRORISME

Quelques jours après les grandes manifestations de protestation contre l'assassinat par l'ETA du conseiller municipal du Parti Populaire, Miguel Angel Blanco, le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, a annoncé un tournant dans sa politique antiterroriste. Lors d'une réunion extraordinaire du Comité exécutif du Parti Populaire, il affirma que « *des millions d'Espagnols ne sont pas descendus dans la rue pour que tout continue de la même façon* ».

En fait le terrorisme de l'ETA a suffisamment préparé le terrain pour que le gouvernement tente, en s'appuyant sur les manifestations de la population contre l'ETA, d'introduire des mesures qui tôt ou tard toucheront tout le monde. Le gouvernement prépare une réforme du code pénal qui implique une réduction importante des droits démocratiques. Les mesures les plus notables sont des peines allant jusqu'à deux ans de prison pour participation à une manifestation interdite (et les manifestations interdites ne sont pas seulement celles de Herri Batasuna, l'organisation politique liée à l'ETA) et l'interdiction de contre-manifestations. D'autres mesures prévoiraient des jugements rapides (sans enquête préalable) en cas de troubles, des sanctions pénales contre les personnes manifestant le visage caché (pouvant conduire en prison quiconque se couvrirait le visage d'un masque satirique représentant un quelconque politicien, comme c'est fréquent dans les manifestations) ou l'aggravation du délit d'apologie du terrorisme. Récemment le gouvernement a introduit dans le projet de loi l'abaissement de l'âge pénal de 18 à 16 ans pour les délits liés au terrorisme. Bien que certains ministres aient affirmé que cette mesure est encore en suspens, le ministre de l'Intérieur, Mayor Oreja, parle de mesures spéciales à l'encontre des mineurs qui se livrent à la violence.

Si ces mesures sont approuvées, il n'y a pas de doute que le gouvernement les appliquera plus ou moins lors de n'importe quel conflit et qu'elles constitueraient une arme à la disposition du gouvernement pour tenter d'enrayer une possible montée de la combativité sur le terrain social. De fait, bien que ce ne soit pas systématique, la police et les autorités ne se gênent pas pour menacer de recourir à la loi antiterroriste lorsqu'un conflit leur échappe ou qu'ils veulent simplement intimider.

Toujours est-il que ces mesures d'exception ne pourront être réellement appliquées que si le nationalisme basque radical continue de s'isoler politiquement et socialement de la population basque comme espagnole. Le refus des partis politiques de soutenir la revendication de regroupement des prisonniers de l'ETA, ou même l'éviction, au moyen de motions de censure, de maires de Herri Batasuna, ne justifient pas les actions violentes dont est bien souvent victime la population, à l'exemple de ce conducteur de bus de San Sebastian arrosé d'essence et menacé d'être brûlé par des manifestants nationalistes s'il n'abandonnait pas son véhicule.

La politique nationaliste et l'utilisation de la terreur, détournent des milliers de jeunes de la lutte contre une situation sociale de plus en plus grave vers une impasse. Elle creuse un fossé au sein des classes populaires basques et fournit des arguments au gouvernement pour utiliser de nouveaux moyens répressifs qu'il n'hésitera pas à employer contre tous les travailleurs basques ou non pour défendre les intérêts de la bourgeoisie, espagnole, basque ou européenne.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995